

RÉSUMÉ

La croissance mondiale devrait rester stable, mais encore laisser à désirer. À 3,2 % en 2024 et 2025, les projections de croissance restent pratiquement inchangées par rapport à celles figurant dans l'édition de juillet 2024 de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* et dans l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Toutefois, cette continuité apparente masque des différences notables : la révision à la hausse des prévisions pour les États-Unis a compensé l'abaissement de celles des autres pays avancés, en particulier les plus grands pays européens. De la même manière, dans les pays émergents et les pays en développement, les perturbations de la production et du transport des produits de base (du pétrole, en particulier), les conflits, les troubles sociaux et des phénomènes météorologiques extrêmes ont entraîné des révisions à la baisse des perspectives pour l'Afrique subsaharienne et la région Moyen-Orient et Asie centrale. Ces abaissements des prévisions ont été compensés par les révisions à la hausse des perspectives pour les pays émergents d'Asie, où la croissance a été renforcée par la forte augmentation de la demande de semi-conducteurs et de composants électroniques, alimentée par d'importants investissements dans l'intelligence artificielle. Selon les dernières prévisions, la croissance mondiale s'établirait à 3,1 % d'ici cinq ans, un niveau qui reste médiocre si on le compare à la moyenne pré-pandémique. Des vents contraires structurels persistants, comme le vieillissement de la population et la faible productivité, freinent la croissance potentielle dans de nombreux pays.

Les déséquilibres cycliques se sont atténués depuis le début de l'année, ce qui a permis de mieux aligner l'activité économique sur la production potentielle dans les principales puissances économiques. Cet ajustement réduit les écarts entre les taux d'inflation des différents pays et, dans l'ensemble, a contribué à faire baisser l'inflation mondiale. En effet, l'inflation globale au niveau mondial devrait passer d'une moyenne annuelle de 6,7 % en 2023 à 5,8 % en 2024, puis à 4,3 % en 2025. Les pays avancés retrouveraient leur niveau cible plus rapidement que les pays émergents et les pays en développement. Alors que la désinflation mondiale se poursuit à un rythme globalement conforme au scénario de référence, la voie de la stabilité des prix pourrait encore être cahoteuse. Les prix des biens se sont stabilisés, mais l'inflation des prix des services reste élevée dans de nombreuses régions, ce qui souligne l'importance de comprendre les dynamiques sectorielles et de moduler la politique monétaire en conséquence, comme cela est expliqué dans le chapitre 2.

Les risques de révision des perspectives sont orientés à la baisse sur fond de grande incertitude autour des politiques économiques. Des poussées de volatilité soudaines sur les marchés financiers, comme au début du mois d'août, pourraient durcir les conditions financières et peser sur l'investissement et la croissance, en particulier dans les pays en développement où les importants besoins de financement extérieur à court terme pourraient entraîner des sorties de capitaux et un surendettement. D'autres perturbations dans le processus de désinflation, potentiellement déclenchées par de nouvelles flambées des prix des produits de base dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes, pourraient empêcher les banques centrales d'assouplir leur politique monétaire, ce qui compliquerait grandement la politique budgétaire et menacerait la stabilité financière. Une contraction plus longue et plus forte que prévu du marché immobilier chinois, en particulier si elle conduit à une instabilité financière, pourrait affaiblir la confiance des consommateurs et avoir des répercussions mondiales, compte tenu de la place importante qu'occupe la Chine dans le commerce international. Un recours accru aux politiques protectionnistes exacerberait les tensions commerciales, réduirait l'efficacité des marchés et perturberait davantage les chaînes d'approvisionnement. La montée des tensions sociales pourrait provoquer des troubles civils, nuire à la confiance des consommateurs et des investisseurs et potentiellement retarder l'adoption et la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires.

À mesure que se résorbent les déséquilibres cycliques de l'économie mondiale, les pouvoirs publics doivent soigneusement peser les priorités à court terme afin d'assurer un atterrissage en douceur. Dans de nombreux pays, un changement de braquet de la politique budgétaire s'impose de toute urgence pour garantir la viabilité de la dette publique et pour reconstituer les marges de manœuvre budgétaires. Le rythme de l'ajustement doit être adapté à la situation de chaque pays. Des réformes structurelles sont requises pour améliorer les perspectives de croissance à moyen terme, mais il convient de continuer à aider les personnes les plus vulnérables et à préserver les dispositifs de protection sociale. Le chapitre 3 expose les stratégies envisageables pour améliorer l'acceptabilité sociale de ces réformes, condition *sine qua non* de leur bonne mise en œuvre. La coopération multilatérale est plus que jamais nécessaire pour accélérer la transition écologique et soutenir les efforts de restructuration de la dette. Il est essentiel d'atténuer les risques de fragmentation géoéconomique et de renforcer les cadres multilatéraux fondés sur des règles pour que tous les pays puissent tirer pleinement parti de la croissance future.